



# Le 5 décembre, mobilisons toute l'éducation du 93 pour la Fonction Publique !

La colère est grande dans l'Éducation nationale. Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, pressé de réduire à néant ce qu'il reste du service public, tient un discours empreint de mépris à l'égard des agent.es public.ques et multiplie les contrevérités, allant même jusqu'à s'inscrire en faux contre les chiffres de son propre ministère. Nous le rappelons avec force : les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas plus absents que dans le privé. Le projet de passage de 1 à 3 jours de carence et de baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie constitue une véritable déclaration de guerre. Ces mesures punitives induisent que les fonctionnaires seraient coupables d'être malades et devraient le payer de leur poche, alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les agent.es, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, non-titulaires, entrant.es dans le métier, mais aussi davantage les femmes. Nous dénonçons des mesures qui, en plus de leur logique inacceptable, vont aggraver les inégalités et accélérer la précarisation de nos collègues.

Le gouvernement s'attaque frontalement aux agents de la Fonction publique avec des mesures inacceptables :

- Réintroduction scandaleuse des trois jours de carence, justifiée par des mensonges et une soi-disant égalité avec le privé.
- Ponction de 10 % sur les salaires des agents en arrêt maladie, une mesure punitive et injuste.
- Suppression de la GIPA, un maigre filet de sécurité face à l'explosion de l'inflation, laissant les agent.e.s encore plus démunie.s.
- Maintien honteux du gel de la valeur du point d'indice, creusant davantage le fossé avec le coût de la vie.
- Suppressions massives de postes, qui détruisent les services publics et alourdissent les charges des personnels restants.

Tandis que le Ministère de l'Education Nationale, que nous avons relancé officiellement cette semaine, continue à vouloir enterrer avec mépris le plan d'urgence 93, les annonces de l'acte II du Choc des savoirs enfonce un peu plus l'éducation publique dans le 93. Sans aucune ambition de réduction des inégalités ni d'école émancipatrice, les conditions d'études de nos élèves vont continuer à se dégrader. Quant à nos conditions de travail, elles seront toujours plus détériorées. A ce stade, le passage à 3 jours de carences ne sera que le coup de grâce porté à l'éducation du 93, déjà bien mal en point.

Dès maintenant, nous appelons les collègues à se réunir pour s'informer, préparer la grève et toutes autres modalités d'actions et discuter des suites. La participation de chacun.e d'entre nous sera décisive : c'est bien par une mobilisation massive dès le 5 décembre que nous pourrons peser, inscrire les actions dans la durée... et faire reculer le gouvernement !

**L'intersyndicale éducation 93 exige :**

- **La suppression des jours de carence et le maintien intégral du salaire** en cas de maladie
- **La revalorisation du point d'indice** ainsi que des carrières
- **Le versement de la GIPA** (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) en 2024
- **La création de postes** suffisants pour répondre aux besoins, améliorer les conditions de travail et redonner les moyens nécessaires au service public pour accomplir ses missions d'intérêt général.

**L'intersyndicale éducation 93 appelle donc :**

- 1. A se mettre en grève et à se mobiliser par tous les moyens le 5 décembre**
- 2. A se réunir en AG locales intersyndicales et interprofessionnelles fonction publique le 5 décembre au matin pour mettre en débat la question de la reconduction de la grève et de la mobilisation**
- 3. A se réunir en Heure d'information syndicale et en réunion d'information syndicale sur nos lieux de travail d'ici le 5 décembre pour mobiliser le plus de collègues possible d'ici là.**